

Le peuple en armes

L'insurrection de Puisaye au lendemain du Coup d'État du 2 Décembre

Denis MARTIN

Introduction

Cette communication a pour but de faire acte de mémoire en rappelant l'engagement des républicains de l'Yonne pour s'opposer au coup de force de Louis-Napoléon Bonaparte, le 2 décembre 1851. Il s'agit de rappeler le déroulement des événements, d'en cerner les acteurs et de comprendre leurs motivations. Cette communication sera l'occasion de s'interroger sur ce qu'est le peuple. On a l'habitude, quand on parle de révolution, de dire que le « peuple » est dans la rue, que le « peuple » est en armes, que le « peuple » est en marche. Mais qui est ce « peuple » anonyme ? C'est ce à quoi nous allons réfléchir ensemble.

En février 1848, la révolution a renversé le trône de Louis-Philippe et a installé la République. Le suffrage universel, tout frais établi, a amené à la Chambre des députés une majorité conservatrice, royaliste (500 députés) et tièdement républicaine (100 députés). La gauche républicaine forme cependant une minorité active (200 députés). Les idées de république sociale semblent battues en brèche. Le spectre rouge s'éloigne à la plus grande satisfaction des possédants. Mais, dans le même temps, les élections législatives montrent deux choses : la gauche fait de bons scores dans de nombreux départements et, surtout, le vote paysan n'est pas acquis aux cléricaux et aux royalistes, mais peut se porter sur les listes démocrates-socialistes. C'est le cas de l'Yonne où 3 députés sur 8 portent les couleurs de la gauche.

À la fin de 1851, la situation politique paraît bloquée. Trois forces sont en présence. Un petit peuple qui attend avec jubilation les échéances électorales de 1852 qui lui apporteront, croit-il, la République démocratique et sociale. Un parti de l'ordre qui craint, plus que tout, cette éventualité et veut conserver l'ordre ancien. Un président de la République qui porte le nom de Louis Napoléon Bonaparte, qui est très ambitieux mais qui ne peut légalement être réélu, car la constitution interdit deux mandats présidentiels consécutifs. Ce nœud gordien va être brutalement tranché par

Louis Napoléon. Dans la nuit du 2 décembre 1851, il effectue un coup d'État en s'appuyant sur l'armée.

Dans un certain nombre de départements, la résistance populaire s'organise. Des milliers de paysans, d'ouvriers et d'artisans des campagnes prennent les armes et marchent sur les villes. C'est le cas dans une vingtaine de départements, dont celui de l'Yonne. L'armée, aux ordres du nouveau pouvoir, écrase cette résistance populaire. Il y a des morts, des arrestations par milliers, des condamnations très dures à la prison et à la déportation en Algérie.

L'Yonne figure parmi les 6 départements les plus durement réprimés avec plus de 1000 personnes poursuivies pour fait d'insurrection. Cette attitude exemplaire de civisme républicain et ces faits historiques, aujourd'hui injustement oubliés, méritent bien une étude particulière.

Les événements de Puisaye

Dans l'Yonne, l'annonce du coup d'État arrive à la préfecture dans la journée du 2 décembre. Le 4 décembre, tout le monde, jusque dans le moindre village, connaît la nouvelle. Et en même temps que se répand la nouvelle du coup de force du président de la République, on apprend que le peuple parisien résiste. Ce que l'on ne sait pas, c'est que la résistance parisienne est, en fait, déjà matée.

Les républicains, bien organisés, se rassemblent dans chaque ville et dans les villages pour discuter de la situation. Des émissaires font la navette entre les chefs-lieux de cantons et Auxerre où se sont réunis les chefs démocrates-socialistes. La décision est prise de résister au coup d'État par la force et de venir en aide au peuple parisien. Le 5 décembre, des tentatives pour soulever la population ont lieu, entre autres, à Saint-Florentin et à Avallon mais elles échouent.

En Puisaye, par contre, le soulèvement populaire est massif et déterminé. Non loin de là, à Clamecy, l'insurrection est totale et les républicains, les flotteurs, les artisans et les paysans tiennent la ville. Le 6 décembre, le tocsin sonne dans toutes les communes des cantons de Saint-Sauveur, Saint-Fargeau, Bléneau et Toucy. Au

son du tocsin, les habitants se rassemblent devant les mairies, en forcent les portes et se saisissent des fusils de la garde nationale. Ceux qui n'ont pas de fusils s'arment de fourches, de faux emmanchées à l'envers, de serpes ou de piques. Ensuite, ils se forment en colonne et se dirigent vers le chef-lieu du canton. Ils marchent derrière le tambour municipal qui bat la générale. Ils chantent des chants révolutionnaires comme la *Marseillaise* ou *Charlotte la Républicaine*. En tête de la colonne, flotte le drapeau rouge. Les habitants de Perreuse et ceux de Moutiers ont fait prisonnier leur curé et l'obligent à marcher devant eux. Au chef-lieu de chaque canton, ils sont déjà plusieurs centaines. Il semble que toute la population suive le mouvement. Le maire de Saints-en-Puisaye signale le départ de 300 hommes sur 354.

Les « hommes de l'ordre », les maires, les juges de paix, les nobles, sont inquiétés. Les insurgés effectuent des visites domiciliaires pour leur mettre la main dessus, c'est pourquoi ils se cachent. Les insurgés, en compensation, vident leurs caves et profitent des bonnes bouteilles. À Saint-Sauveur, le maire est publiquement destitué, les registres municipaux et le cadastre sont brûlés dans un grand feu de joie, et, pour faire bonne mesure, on jette dans le brasier la robe, la toque et la ceinture du juge de paix. À Bléneau, les insurgés se trouvent face à face avec la garde nationale. Les meneurs sont arrêtés et emmenés vers Joigny par la route de Saint-Fargeau. Mais à Saint-Fargeau, les prisonniers sont délivrés par une foule très houleuse. À Saint-Sauveur, alors que la nuit est tombée, les insurgés mettent sur pied une stratégie et se scindent en deux colonnes. La première marche directement sur Toucy qui est le point de ralliement des communes insurgées de toute la Puisaye ; le plan arrêté est de marcher ensuite sur Auxerre, puis sur Paris ; la seconde colonne doit passer par Leugny, et doit soulever la Forterre, puis rejoindre la première colonne devant Auxerre. Le point de ralliement est fixé à Chevannes.

Là où les hommes du parti de l'ordre sont vigilants et courageux, l'insurrection est évitée. A Courson, le juge de paix a organisé la résistance. Il a fait arrêter les meneurs socialistes. Il a armé des hommes sûrs. À Ouanne, par contre, la même tentative a échoué : les autorités ont armé les sapeurs-pompiers en pensant en faire des gardiens de l'ordre, mais la moitié d'entre eux est passée à l'insurrection !

A Toucy, c'est l'affolement. Le maire demande des secours au préfet. À minuit, alors qu'il fait un brouillard à couper au couteau, les insurgés entrent dans Toucy. Ils sont au moins 1 600, armés de façon hétéroclite. Ils se heurtent à 25 soldats et à une dizaine de gendarmes envoyés d'urgence par diligence depuis Auxerre. Des coups de feu sont tirés. Les insurgés ont de nombreux blessés et un mort. Ils se dispersent dans la campagne.

Pendant ce temps, plusieurs centaines d'hommes sont arrivés aux portes d'Auxerre, à Chevannes. La troupe est envoyée contre eux et plusieurs sont fait prisonniers. Les plus déterminés se replient sur Escamps et attendent la troupe de pied ferme, retranchés derrière un mur. Des tirs sont échangés et les insurgés laissent sept morts sur le terrain et de nombreux blessés.

Dans les jours qui suivent, l'armée occupe les villages de Puisaye. Des centaines de personnes sont arrêtées. Les rafles s'étendent à tout le département, car le nouveau pouvoir profite de la situation pour arrêter non seulement ceux qui ont participé à l'insurrection, mais aussi tous ceux qui sont connus pour être des républicains de gauche. Au total, ils sont plus de 1800 à être inquiétés.

Organisation des républicains socialistes

Les enquêtes et interrogatoires révèlent aux autorités qu'un puissant maillage de sociétés secrètes recouvre la Puisaye. À partir de 1850 et suite à l'interdiction des clubs, les démocrates-socialistes ont entrepris de s'implanter solidement dans les campagnes. Ils diffusent des journaux qui sont lus collectivement dans les cabarets. Ils organisent des sociétés secrètes en vue de préparer la prise du pouvoir par la force. Ces sociétés secrètes regroupent bientôt des centaines de personnes. Dès le 25 novembre 1851, le sous-préfet de Joigny avait révélé au préfet, que (je cite) « des rassemblements fréquents réunissent dans les bois deux cents hommes de Bléneau, cent cinquante de Rogny, cinquante de Saint Privé, cinquante de Champcevais » (fin de citation). Des inculpés avouent avoir prêté serment sur un poignard.

L'organisation des sociétés secrètes est pyramidale : dix affiliés forment une décurie commandée par un décurion, (oui, l'histoire romaine est à la mode et les

républicains copient l'organisation de l'armée romaine), dix décuries forment une centurie, commandée par un centurion. Les sociétés secrètes sont constituées en réseau et sont en contact régulier avec celle d'Auxerre. Evidemment, ces sociétés ne rassemblent que des hommes. Ce sont des organisations de combat où les femmes n'ont pas leur place. Dans l'insurrection, cependant, on voit agir les femmes. Elles accompagnent leurs maris devant les mairies, elles lancent des cailloux contre les portes des possédants et participent aux visites domiciliaires où elles insultent les femmes de bourgeois. Mais elle ne marchent pas dans les colonnes qui convergent vers Toucy et Auxerre.

Les revendications diffusées par les sociétés secrètes sont surtout d'ordre social. On n'y parle pas de politique politicienne. La République doit avant tout être sociale : suppression des impôts indirects, notamment sur les boissons, augmentation des salaires, organisation du travail, opposition au rétablissement des corvées féodales et de la dîme ecclésiastique, libération des dettes, partage de la terre entre ceux qui l'exploitent réellement. Le tout baigné dans un discours religieux auquel les gens des campagnes, très croyants, prêtent une oreille attentive : la vraie Église ce n'est pas celle des prêtres qui sont au service des riches, c'est celle du Christ primitif, humble charpentier, pauvre aux côtés des pauvres.

Les démocrates-socialistes de 1851

Avec le recensement des 1859 personnes arrêtées dans le département après le 2 Décembre que j'ai retrouvé aux Archives de l'Yonne, on connaît particulièrement bien le profil des démocrates-socialistes. Rappelons que, parmi ces personnes arrêtées, la moitié, seulement, l'a été pour fait d'insurrection. Les autres ont été arrêtées uniquement en raison de leurs idées.

Sans surprise, on trouve parmi les démocrates-socialistes, un gros contingent de travailleurs manuels, c'est à dire des artisans et des paysans.

Les artisans et compagnons sont très nombreux : 756 personnes soit 42% du total des démocrates-socialistes de l'Yonne qui ont été arrêtés. Avec eux, nous sommes au cœur du parti démoc-soc. Il y a des maçons, des menuisiers, des

charpentiers, des cordonniers, des forgerons, des tisserands, des tonneliers, des sabotiers... Leurs conditions de vie sont proches de celle des ouvriers des villes et des journaliers de la campagne. La crise économique, qui sévit depuis 1846, les touche de plein fouet. La baisse des salaires, le chômage du menu peuple les privent de leur clientèle habituelle. Ils ressentent, aussi vivement que les prolétaires, la hausse du prix du pain et des denrées de première nécessité. Au cabaret, dans la boutique, ils discutent ensemble. Dans l'insurrection ils sont au coude à coude. Ajoutons, qu'étant habitants des villages, les artisans ont pu bénéficier, plus que les paysans, des premières écoles communales et qu'ils sont dans leur grande masse alphabétisés. Ils lisent les journaux.

Les paysans, dans leur ensemble, propriétaires et ouvriers agricoles, sont le deuxième groupe en importance derrière les artisans (presque à égalité en fait : 710 contre 756). Les paysans rouges de Puisaye sont souvent de tout petits propriétaires. Beaucoup sont contraints de se louer à la journée pour compléter les revenus insuffisants de leur minuscule exploitation. Mais il arrive aussi que des paysans rouges soient de gros exploitants, parfois fort riches. Nous en reparlerons. Les journaliers forment le gros des troupes. Ce sont certainement ceux qui connaissent les conditions de vie les plus difficiles. Ils gagnent souvent moins d'un franc par jour. Ils sont dans la plus grande misère. Ils ont mis tous leurs espoirs dans la révolution sociale. Le pouvoir ne veut voir en eux que de pauvres « égarés ». Mais ce ne sont pas des « égarés » ; ils ont des motifs suffisants pour se révolter.

Artisans et paysans, à eux tous, représentent 77% des démocrates-socialistes de l'Yonne. Leur présence donne au mouvement de décembre 1851 son véritable profil. C'est une insurrection d'artisans de village et de paysans.

Restent à étudier les « autres ». Les 23 % qui ne sont ni artisans ni paysans et qui forment presque un quart des militants socialistes de l'Yonne. Qui sont-ils ? D'abord des intellectuels et des pratiquants de professions libérales. On trouve des journalistes et des hommes de lettres. Ce sont des hommes qui ont été gagnés aux idées socialistes par leurs lectures, leur formation intellectuelle, leur réflexion personnelle. Il y a des notaires, des huissiers de justice, des avoués, gens qui ont réfléchi à la loi, à l'égalité devant la loi, aux droits du peuple. Les médecins et

vétérinaires forment un groupe nombreux : ils sont 25 à être arrêtés. Ce sont souvent des chefs influents. Ainsi, le vétérinaire Thiébault qui soulève Thury ou le docteur Grenet qui fut maire de Joigny ou encore le docteur Coeurderoy, très influent à Tonnerre. Ces médecins, en raison de leur profession, sont en contact étroit avec le petit peuple. L'état sanitaire déplorable des classes populaires, le manque d'hygiène, les logements insalubres favorisent les épidémies. C'est la grande époque du choléra. Les médecins savent faire le lien entre toutes ces données. Ils sont démocrates-socialistes parce qu'ils ont une conscience aiguë des problèmes sociaux.

Mais on trouve aussi, et c'est plus surprenant des propriétaires et des rentiers. Il y a bien une bourgeoisie rouge. On peut, même, être riche propriétaire et suffisamment convaincu pour passer à l'acte et se mêler à l'insurrection. Voici, par exemple, Edme Briot, propriétaire à Thury, qui possède 80 000 francs. Il est démocrate-socialiste. Louis Chauvot est rentier et possède pour 20 000 francs d'immeubles et il est le chef de l'insurrection de Toucy. Jean Baptiste Dousset, lui, possède 160 000 francs. Il s'est joint à l'insurrection de Saint-Sauveur.

La position sociale et la fortune de ces personnalités les mettent à l'abri du besoin. S'ils sont rouges, c'est par conviction profonde, par choix moral et philosophique. Ils sont instruits. La misère du peuple les touche. Evidemment, leur statut social les met tout naturellement en position de chefs dans le mouvement républicain.

Et puis, il y a les riches paysans qui peuvent se révéler, eux aussi, d'ardents démocrates-socialistes. Ainsi Louis Bonnerot, cultivateur de Villemer, qui possède une fortune de 80 000 francs. À Saints, Jules Saison est un riche laboureur. Il est l'un des organisateurs de l'insurrection. Siret, cultivateur à Taingy, est riche de 50 000 francs. C'est un insurgé du 6 décembre. Ces riches paysans se révèlent être les chefs de l'insurrection. Se pose alors la même question que pour les rentiers : comment peut-on être rouge et riche, propriétaire et insurgé ?

Expliquons : en Puisaye c'est l'opposition entre ces paysans riches et les très gros propriétaires, nobles pour la plupart qui est déterminante. En 1815, les nobles

ont reconstitué leurs grands domaines dès leur retour d'immigration, ce qui a eu pour effet d'empêcher la paysannerie d'acquérir les terres. C'est cette opposition contre les nobles qui a poussé les paysans riches à passer dans le camp des démocrates-socialistes.

Ces particularités locales expliquent que l'insurrection n'ait pas dépassé les limites de la Puisaye. Ici, la misère est grande, les oppositions de classes violentes, la présence et la richesse des nobles trop visibles, la terre répartie de manière inéquitable. Dans le reste du département, les différences de classes sont plus atténuées, les paysans sont propriétaires de la terre, les salaires sont plus élevés. Et bien que le parti républicain ait de bonnes bases, notamment dans les villes, l'insurrection n'a pas décollé malgré les consignes données par les dirigeants d'Auxerre.

La répression

La répression exercée par le pouvoir est à la hauteur de la peur ressentie par ces insurrections de paysans et d'artisans. Dans toute la France, il y a 27 000 arrestations, chiffre énorme qui montre l'ampleur de la répression. Dans l'Yonne, c'est par centaines que l'armée et la gendarmerie arrêtent les républicains. Le gouvernement veut aller vite et frapper fort.

Les autorités délibèrent rapidement et les peines s'abattent sur les malheureux emprisonnés. Les condamnations vont de la simple surveillance à l'envoi au bagne de Cayenne. Entre ces deux extrêmes prennent place la détention, l'expulsion de France, la déportation en Algérie. La surveillance de haute police est une peine légère. L'individu qui y est astreint rentre dans ses foyers et peut vaquer à ses occupations. Le juge de paix du canton et le maire de la commune le surveillent de près. La détention, grade un peu plus élevé dans l'échelle des condamnations, est, en fait, ce que nous appellerions une mise en résidence surveillée. Les condamnés ne sont pas réellement emprisonnés mais assignés dans une commune et ils peuvent exercer un métier pour subvenir à leurs besoins. L'expulsion, elle, est réservée à l'élite bourgeoise. La déportation en Algérie est la plus dramatique. Elle concerne 443 personnes de l'Yonne. Quatorze déportés meurent au bout de

quelques mois sur cette terre d'Afrique. D'autres mourront plus tard. Les rédacteurs du journal *l'Union républicaine* sont envoyés en Algérie. Ils sont considérés comme les principaux responsables de la diffusion des idées révolutionnaires dans les campagnes. Le docteur Coeurderoy, de Tonnerre, qui est âgé de 54 ans, est condamné à être expulsé du territoire français. Ces condamnations du début de 1852 sont sévères et concernent, en tout, 675 personnes.

L'étude attentive des cas individuels montre que la répression est une répression politique qui veut atteindre les cadres du mouvement et non une répression sociale qui viserait à refouler ou à contenir les revendications populaires. En effet, souvent, le délit d'insurrection est moins sévèrement puni que l'acte de propagande. Tout se passe comme si - pour le pouvoir - il n'y avait pas de « classes dangereuses », mais seulement des « individus subversifs ». En punissant ainsi des individus plutôt qu'une classe sociale, le pouvoir ne se trompe pas vraiment de cible. En négligeant les paysans, en punissant les artisans qui sont les cadres intermédiaires du mouvement et en mettant hors d'état de nuire la bourgeoisie rouge, le pouvoir vise juste. Il réussit à décapiter le mouvement démocrate-socialiste.

Conclusion

Il est temps de répondre à la question générale posée au début de cette contribution : est-ce bien le « peuple » de Puisaye qui s'est levé pour contrer le Coup d'État et défendre la République sociale ?

Il semble bien que oui. À l'exception de la petite frange de privilégiés, gros propriétaires terriens, nobles et châtelains, des représentants de toutes les catégories sociales ont participé au mouvement insurrectionnel. Tous, artisans des bourgs, ouvriers et compagnons, paysans aisés et ouvriers agricoles, tous sont entrés en action et ont marché dans les colonnes.

Cette unanimité a de quoi surprendre. Elle s'explique par la structure sociale particulière de ce pays de Puisaye au milieu du XIX^e siècle. On est ici, encore dans une structure « archaïque » de type d'Ancien Régime où les droits communautaires sont forts, où les leaders sont suffisamment puissants et écoutés, où la simple

incartade à l'ordre villageois paraît mettre en danger la cohésion de la communauté. C'est cette cohésion qui explique que des villages entiers se sont levés, ont pris les armes, avec la ferme résolution – sans doute un peu folle - d'aller à Auxerre et, au-delà, jusqu'à Paris pour défendre la République menacée.

Mais cette société rurale est aussi une société en crise. Jamais le monde rural n'a été aussi plein. La crise rurale du milieu du XIX^e siècle est là : trop de bras pour trop peu de terres. Le monde plein des campagnes n'est pas seulement celui des paysans. C'est aussi celui des artisans. Eux aussi sont trop nombreux. Les débuts de l'industrialisation et de la révolution des transports font circuler plus vite et plus loin des marchandises plus variées et moins chères que les leurs. L'artisanat ne peut résister à l'industrie naissante et aux machines à vapeur. Les artisans sont en voie de prolétarisation rapide. Bientôt ils n'auront plus le choix qu'entre périr de faim ou gagner la fabrique la plus proche. C'est le refus de cet avenir, confusément ressenti, qui accélère leur prise de conscience.

La République défendue par le peuple de Puisaye est une république rêvée. Elle n'existe pas encore. C'est la République sociale. Les révolutionnaires de 1851 veulent la République démocratique (par le peuple) et sociale (pour le peuple). Cette république a un contenu de classe.

Reste la question de la définition du « peuple ». Pour Delacroix, tel qu'il le peint dans son tableau *La Liberté guidant le Peuple*, le « peuple » c'est l'addition des différentes catégories sociales : l'étudiant, l'ouvrier, l'artisan, le bourgeois mais aussi les jeunes (le « Gavroche ») et les femmes (la « Liberté » du tableau de Delacroix est une figure féminine). Pour Michelet, le « peuple » c'est le monde des humbles, c'est la « Nation », uni sans distinction de catégories sociales. Pour Marx, la société est divisée en classes et ces classes sont antagonistes et en lutte permanente entre elles. Ces trois conceptions du « peuple » sont contemporaines. Eh bien, le « Peuple de Puisaye » tient des trois définitions évoquées ci-dessus : un peuple rassemblant toutes les catégories sociales, un peuple uni, un peuple en lutte de classe. C'est bien ainsi qu'on l'aperçoit, sur les routes de Puisaye, un soir de décembre 1851.

FIN